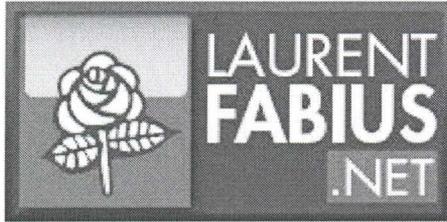


- [Aller au contenu](#)
- [Aller aux menus](#)



Inscrivez-vous à la Newsletter

Rechercher

## Menu principal

- [Actualité](#)
- [Interventions](#)
- [Action d'élus](#)
- [Votre avis et vos propositions](#)
- [Mieux me connaître](#)

Vous êtes ici : [Accueil](#) > [Actualité](#) > [Événements](#)

## Événements



### **"Il faut aller vers un acte II de l'Union économique et monétaire"**

Σ

13 octobre 2009

Merci de partager vos remarques, commentaires et réactions sur [le forum](#) associé à cette page

Discours de Laurent Fabius au Centre de recherches de politiques progressistes  
Athènes - 13 octobre 2009

Messieurs les Ministres, Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames, Messieurs,

Dix ans après son lancement, l'euro est à la fois une évidence et une source d'étonnement. L'évidence est dans nos poches : ces pièces, ces billets, nous les manions désormais sans difficulté. L'étonnement, ce n'est pas la devise elle-même - après tout, la monnaie et surtout l'échange sont aussi anciens que la Cité - ce qui frappe, c'est le chemin accompli en relativement peu de temps pour installer notre monnaie unique européenne mais aussi une certaine myopie par rapport aux difficultés qui l'attendent.

Unique, cette monnaie européenne l'est en réalité doublement. Unique pour les seize pays dans lesquels désormais elle circule. Unique aussi puisqu'elle procède d'une création politique sans précédent. Que le pouvoir s'appelle Rome ou Napoléon, les expériences passées d'unification monétaire avaient toutes été d'inspiration impériale, voire impérialiste ; l'empire battait monnaie pour mieux combattre ses adversaires assujettis. L'unification monétaire européenne, au contraire, est une création partagée et volontaire, pour construire une Europe puissante et solidaire. L'euro forme un trait d'Union.

Alors que certains Etats, comme l'Islande, frappent aux portes de l'Union ou, comme la Suède et le Danemark, se rapprochent de l'Eurogroupe, alors que l'euro cher risque de poser des problèmes de plus en plus lourds à nos économies face à la concurrence et à la crise, c'est le moment, ici à Athènes où nos amis du PASOK viennent de remporter une très belle victoire, de nous interroger sur l'euro.

\*

### *La crise démontre autant le succès de l'euro que l'insuffisance de la coordination économique en Europe*

Il y a encore deux ans, neuf Européens sur dix jugeaient l'euro responsable de la baisse de leur niveau de vie. Avec la conjoncture difficile que nous connaissons aujourd'hui, il apparaît que la monnaie unique a atténué les effets de la crise sur les pays de la zone euro. **Depuis l'entrée de la Slovaquie le 1er janvier dernier, 330 millions d'européens vivent l'euro au quotidien.** C'est la première réussite de la monnaie unique : les élections européennes de juin dernier ont été marquées par une abstention record, l'Europe est jugée par les peuples insuffisamment protectrice mais l'euro est devenu un ciment entre les Européens. Pour les PME européennes, les frais de couverture de risque de change ont été supprimés. L'euro a assuré la comparabilité des prix pour les consommateurs. Il a contribué à l'intégration européenne : les voyages sont facilités ; un tiers du commerce extérieur se fait à l'intérieur de nos frontières contre un quart il y a dix ans ; un tiers de l'investissement total de l'Europe se fait à l'intérieur de la zone contre un cinquième il y a dix ans. L'euro est la deuxième monnaie de réserve du monde et l'augmentation sa part dans les réserves mondiales est constante (17,6% en 1999 ; 26,4% en 2008). Dix ans après son introduction, 25% des transactions commerciales et 45% des obligations internationales sont facturées en euro.

**La contribution de l'euro à la stabilité des économies nationales est particulièrement visible dans la crise actuelle.** Quelles catastrophes supplémentaires si, à la crise financière, économique, sociale, écologique, s'était ajoutée une crise monétaire, avec des dévaluations en cascade et des hausses de taux d'intérêt ! Cela aurait été le cas avec des monnaies nationales. L'Islande et la Hongrie n'ont évité la catastrophe que grâce aux aides de l'Union et du FMI. La Pologne a enclenché le processus d'intégration à la zone euro qu'elle souhaite achever en 2012. La Roumanie et la Bulgarie formulent des demandes en ce sens. Cet afflux peut d'ailleurs poser problème, car il ne suffit pas d'adhérer : encore faut-il durablement accepter les disciplines communes.

**Une première critique à l'égard de l'euro consiste à lui reprocher la perte de pouvoir d'achat des consommateurs au moment du passage à l'euro.** Quand les billets et les pièces de monnaie ont commencé à circuler, l'Europe a connu une inflation d'environ 3 % qui a souvent été attribuée à l'euro. L'augmentation sur les produits les plus consommés (le café, le pain, etc...) a été réelle, les produits de consommation moins fréquents (numérique, électroménager), eux, sont restés stables. En réalité beaucoup d'entreprises - et d'abord la grande distribution - ont pris prétexte du passage à l'euro pour arrondir leurs marges à l'euro supérieur. Le contrôle a été très difficile dans les petits commerces non régis par des conventions ou des accords sectoriels. Enfin, la hausse des prix du pétrole et des matières premières, essentiellement liée à la chute du dollar, a nourri une flambée des prix au niveau mondial - la zone euro n'y a pas échappé. Toujours est-il que le bilan psychologique de l'euro est contrasté : il nous protège contre la crise mais il a contribué à la hausse des prix. **Une seconde critique est liée à la gestion de l'euro.** Que la BCE fasse primer la stabilité monétaire sur la croissance et l'emploi est une réalité. Que cette hiérarchie relève de ses statuts est une autre vérité, que personnellement je regrette. L'absence de coordination fragmente la zone euro. L'Allemagne ou les Pays-Bas affichent un excédent de leur balance commerciale aussi fort que le déficit de l'Irlande, de l'Espagne et bientôt de la France. Ces dix dernières années, la croissance au sein de la zone euro a été très diverse. En l'absence d'une régulation politique commune, la BCE fixe son taux d'intérêt au niveau des économies les plus fortes, l'Allemagne et la France, pays à croissance et inflation faibles. Là où la croissance a été plus soutenue, ces taux faibles ont pu encourager les familles et les entreprises à s'endetter. Cette politique monétaire n'est pas sans lien avec l'évolution de pays qui, tels l'Espagne et l'Irlande, ont connu d'importantes bulles immobilières même si elle a été beaucoup plus pertinente que la politique monétaire américaine. D'un côté donc, une réussite mesurable, mais de l'autre une distance et même une méfiance de la part des peuples qui vivent parfois l'euro comme le cheval de Troie des dérives libérales et d'un certain dogmatisme économique des autorités européennes.

### *Il faut aller vers un acte II de l'Union économique et monétaire*

L'expérience de la décennie écoulée, celle de **la crise que nous affrontons et qui n'est pas terminée comme certains voudraient le faire croire**, impose de réexaminer la politique monétaire et, plus globalement, la politique économique de l'Union européenne. Comme Européen convaincu, je souhaite que nous amorcions une sorte d'Acte II de l'euro. Il suppose d'entreprendre simultanément trois chantiers : un chantier monétaire pour mieux définir la place de l'euro face aux autres grandes devises ; un chantier économique pour harmoniser les politiques fiscal-

sociales des Etats membres ; un chantier politique et démocratique qui jette les bases d'un vrai pilotage.

**Dans la compétition que se livrent les monnaies, nous risquons en effet de nous retrouver pris dans l'impasse de l'euro cher.** Aujourd'hui, le taux euro-dollar est décidé largement par la FED, qui conduit avec le Trésor américain la politique de change des États-Unis, et par le gouvernement chinois qui sous-évalue sa monnaie. C'est une pièce qui se joue sans nous, Européens alors qu'elle comporte des conséquences lourdes pour nos emplois, nos industries, nos territoires, nos savoir faire. L'euro cher - il a pris 75 % depuis 2000 par rapport au dollar - accélère la chute de la monnaie américaine, ce qui alimente la hausse des prix du pétrole et des matières premières. Que se passera-t-il si l'euro s'envole vers les 1,8 ou même 2 dollars ?

Face au danger de laisser deux des principales monnaies mondiales, sans même parler de la livre britannique, être pilotées politiquement alors que la nôtre dépend du seul marché, face à la perte de confiance des investisseurs pour le dollar - défiance qui risque de s'accroître si l'on considère l'ampleur des déficits américains -, il n'est pas surprenant que puisse être envisagée notamment la création d'une monnaie de réserve internationale nouvelle qui ne dépende pas d'une seule monnaie, d'un seul Etat ou d'une seule région. Il existe déjà une devise internationale, inopérante pour les transactions : les Droits de Tirage Spéciaux du FMI dont la valeur est définie par un panier des plusieurs grandes monnaies : euro, dollar, yen et livre. En y intégrant le yuan, et dans le cadre d'une réforme du FMI, cette monnaie pourrait progressivement devenir monnaie de réserve mondiale et permettre une meilleure stabilité des changes. Des réflexions ont lieu à ce sujet et **il est à la fois significatif et très dommage que le G20 de Pittsburgh n'ait pas abordé la question monétaire.** Cette question de l'euro cher touche à l'industrie, aux entreprises et donc au pacte social de l'Europe. Depuis 2003 et l'ascension de l'euro, la croissance de l'Europe a été l'une des plus faibles. Les produits libellés en euro deviennent plus onéreux pour le reste du monde, donc moins compétitifs. L'exemple d'EADS montre bien comment, en l'absence de coordination politique, l'euro peut fragiliser l'un des fleurons de notre industrie continentale. L'euro cher pèse sur l'ensemble du tissu économique européen, en particulier sur les PME-PMI sous-traitantes poussées à délocaliser une partie de leur production à l'étranger.

Cette appréciation de l'euro s'explique à la fois par le souhait des Etats de diversifier leurs réserves de change, par le recours croissant à l'euro dans les transactions internationales, par une défiance envers le dollar compte tenu des déséquilibres américains, par la volonté de plusieurs pays - notamment les Etats Unis et la Chine - d'utiliser leur monnaie comme un outil de dumping en dépit de leurs affirmations contraires, et par une certaine négligence des autorités européennes envers les conséquences d'un euro cher. Tout cela risque de s'accroître, surtout si se confirme la formation d'un "G2 Chinamérique", plaçant l'euro et l'Europe dans la position du troisième personnage d'un couple qui se contente d'observer agir les deux autres, position peu enviable qu'il s'agisse d'ailleurs de la vie publique ou...de la vie privée. Bref, le dollar apparaît comme une « devise d'impunité », l'euro, lui, trop souvent comme une « devise d'ajustement ».

Pour contrer cette tendance dangereuse, une attitude plus volontariste de la BCE et des Etats-membres serait utile, une politique parfois plus agressive des taux d'intérêt et **le lancement d'un ou plusieurs grands emprunts en euros**, par exemple conjoints entre la France et l'Allemagne. Ces emprunts, plus efficaces que les emprunts séparés des Etats-membres déjà très endettés, seraient utiles pour financer la croissance verte, pour contribuer à harmoniser les politiques économiques et pour fournir des euros au marché qui aujourd'hui, structurellement, incline plus du côté de la demande d'euros que de l'offre, ce qui pousse malencontreusement à rendre l'euro plus cher.

Plus généralement, le besoin d'harmonisation européenne des politiques fiscales et sociales est évident. A l'époque où se négociait le traité de Maastricht, en 1992, l'Europe des douze regroupait des pays qui avaient globalement les mêmes niveaux de vie et des systèmes fiscaux et sociaux voisins. L'intégration de nouveaux pays aux niveaux de vie différenciés a mis en évidence la concurrence fiscale pour accélérer leur rattrapage. Cette concurrence excessive nous porte préjudice à tous, anciens et nouveaux pays membres. Elle conduit à une baisse des ressources publiques au plan national comme à l'échelle communautaire, au moment même où de nouvelles initiatives publiques seraient nécessaires pour la croissance et l'emploi. Dans le même temps, elle fausse la saine concurrence, celle qui permet le progrès scientifique, les avancées technologiques, la production et la redistribution de richesse. Comment durablement avoir une monnaie unique si les politiques économiques divergent trop ? Comment avoir durablement un marché unique si l'impôt sur les sociétés varie de 0 à plus de 30 % selon les Etats. Cela, ce n'est pas l'Europe, mais l'affaiblissement de l'Europe.

Nous devons donc agir ensemble pour une meilleure harmonisation fiscale et sociale par le haut. Il ne s'agit pas d'imposer je ne sais quel couperet. Il s'agit, par exemple, de définir un « serpent fiscal » comme on a parlé de serpent monétaire, bornes entre lesquelles rentreraient par exemple les divers taux d'impôt sur les sociétés. Il s'agit de faire émerger, graduellement, des décisions européennes au rythme du développement de chacun des pays qui nous ont rejoints récemment, en fixant, en matière de normes fiscales, sociales, environnementales, commerciales, des objectifs comparables à ceux du traité de Maastricht pour atteindre l'euro. Pour être acceptée par les nouveaux Etats membres, cette démarche devrait s'insérer dans un nouvel équilibre de l'élargissement qui prendrait mieux en compte leurs intérêts : effort budgétaire spécifique, liberté de circulation pour leurs travailleurs, sécurisation de leur approvisionnement énergétique. Plutôt que le chacun pour soi destructeur pour tous, nous devons faire le choix d'un élargissement solidaire.

**L'harmonisation sociale et fiscale exige aussi une nouvelle gestion qui intègre plus réellement la politique économique de l'Europe dans le pilotage monétaire de l'euro.** La gestion actuelle de la monnaie unique correspond à un compromis politique décidé lors de la négociation du Traité de Maastricht. L'Allemagne du Chancelier Kohl, qui devait accepter l'abandon du mark, a souhaité alors la création d'une banque centrale européenne indépendante qui ne soumette pas la souveraineté monétaire de l'Europe aux intérêts nationaux divergents des Etats membres. Il fut prévu que le Conseil des ministres des finances de la zone euro pourrait fixer les grandes orientations de la politique de change, mais dans des conditions qui freinent un accord des ministres sur la valeur externe de l'euro puisqu'ils ne peuvent agir que

sur recommandation de la BCE ou de la Commission et encore dans des « circonstances exceptionnelles ».

Aujourd'hui, il ne s'agit nullement de mettre en cause l'indépendance de la BCE. Mais **être indépendant ne signifie pas être isolé dans une tour d'ivoire**. Un dialogue plus réel entre la BCE et l'Eurogroupe est souhaitable, débouchant sur une stratégie offensive et pragmatique de l'euro et non sur une gestion dogmatique. Il convient de réexaminer le rôle de l'Eurogroupe afin qu'il devienne le vrai pilote économique de la zone euro, qui coordonne les politiques budgétaires des Etats membres. Il revient à l'Eurogroupe d'enclencher les stratégies de croissance, d'emploi, d'innovation, de régulation de la finance. Cela passe, notamment dans la période actuelle, par un pouvoir accru en matière de contrôle des déficits publics, afin que ceux-ci soient tournés vers l'investissement et non vers le financement des dépenses courantes, et de mise en œuvre des « grandes orientations des politiques économiques ». L'intégration de ce pilotage budgétaire commun face à l'Union monétaire suppose divers changements préalables. La Présidence de l'Eurogroupe devrait être organisée pour mieux assurer la stabilité politique et l'efficacité de la gouvernance économique de l'euro. Son Président devrait rendre plus régulièrement des comptes sur sa politique devant le Parlement européen. L'Eurogroupe devrait représenter les Etats qui le composent au sein des institutions économiques internationales. Quelle logique, par exemple, à ce que les divers pays européens continuent d'avoir chacun un quota différent au sein du Fonds Monétaire International, alors qu'ils ont désormais la même monnaie ? J'ajoute, et c'est un préalable déterminant, que le budget de l'Union européenne devrait être renforcé pour être réellement efficace. Enfin, par rapport au débat qui s'engage pour choisir le futur Président stable de l'Union, **il serait incompréhensible que pour présider l'Union soit retenue la candidature d'un dirigeant d'un pays non membre de la zone euro**.

\*

Le Traité de Maastricht a été signé voilà près de vingt ans. En l'absence de marges d'action budgétaire et dans une période de compétition économique farouche, la question monétaire va devenir ou redevenir une question essentielle. Jean Monnet l'avait écrit, au lendemain de la Seconde guerre mondiale : *"lorsqu'une idée correspond à la nécessité de l'époque, elle cesse d'appartenir aux hommes qui l'ont inventée et elle est plus forte que ceux qui en ont la charge"*. Nous devons être plus forts que la crise et ouvrir un nouveau cycle de la construction européenne. L'Acte II de l'euro et de l'Europe doit aboutir à une coordination monétaire, économique et politique accrue, au niveau européen et au niveau mondial. Ce qui est en cause, ce n'est pas seulement le succès de notre monnaie, c'est la place de l'Europe dans le monde, donc l'équilibre de celui-ci.

[Imprimer](#)

[Retour](#)

[Répondre dans le forum](#)

[Mentions légales](#) | [Plan du site](#)

